

Budget 2026 : à nous d'imposer notre 49.3 par nos grèves et par nos luttes

Alors qu'il avait juré qu'il ne gouvernerait pas à coup de 49.3, Lecornu vient d'y recourir pour faire passer son budget. S'asseoir sur une promesse de plus, pas de quoi émouvoir tout ce petit monde politique qui a mis toute son énergie dans des marchandages parlementaires. La France a un budget, voilà les marchés financiers, et tous les capitalistes, rassurés. Mais pour les travailleurs et les travailleuses, c'est une déclaration de guerre.

Un budget de casse sociale

C'est le PS lui-même qui a encouragé Lecornu à recourir au 49.3 : quoi de plus commode pour faire passer ce budget impopulaire, sans avoir à le voter ? Le chef de file du PS, Olivier Faure, n'hésite pas à parler des « victoires obtenues ». Quelles seraient ces victoires, qui ont acheté le consentement du PS et permis au gouvernement d'échapper à la censure ? La « prime d'activité », versée par les CAF (donc la Sécurité sociale) à laquelle peuvent postuler les salariés les moins payés augmentera de 50 euros par mois. C'est toujours ça que les patrons n'auront pas à débourser pour obtenir une main-d'œuvre sous-payée, sans augmenter les salaires. Autre os à ronger, lancé à tous ceux qui prétendent avoir obtenu un « budget de compromis » : 500 emplois supplémentaires pour accompagner les élèves en situation de handicap pour l'Éducation nationale. Mais ces emplois d'accompagnant d'élèves en situation de handicap (AESH) sont eux aussi sous-payés, avec temps partiels imposés, et peinent à recruter. Et on passe sous silence les 4 000 suppressions de postes prévues côté enseignants. Le repas à un euro pour les étudiants veut lui aussi faire oublier la grande misère des Crous, sous-financés pour loger et nourrir les étudiants. De même pour le budget de la Sécurité sociale, notoirement insuffisant alors que les difficultés rencontrées par l'hôpital public mettent des vies en danger, comme pour les ministères de la Justice, de la Recherche et de l'Enseignement supérieur.

Le pactole pour les patrons

Mais pas d'austérité pour les plus riches et les grosses entreprises. La taxe Zucman, pourtant très modérée, a suscité un tir de barrage généralisé. Quant à la taxe sur les plus hauts revenus, créée en 2025, elle

a été un fiasco total, rapportant cinq fois moins que prévu. Pour ces très riches, gagnant plus de 250 000 euros par an pour un célibataire, l'évasion fiscale et autres contournements sont un jeu d'enfant. Le patronat pleure la bouche pleine parce que les 300 plus grosses entreprises devront verser 6,3 milliards de « surtaxe ». Pas cher payé, quand on sait que les entreprises du CAC 40 ont versé plus de 100 milliards d'euros à leurs actionnaires en 2025 ! Ce sont surtout les patrons de l'armement, Dassault et autres Safran ou Thales, qui touchent le jackpot avec 6,7 milliards d'euros de plus qu'en 2025 pour le budget de la Défense.

Ils profitent, mais c'est nous qui produisons tout !

On ne parle plus de ces 211 milliards d'euros d'aides diverses versées aux entreprises par l'État, que ce nouveau budget ne remet pas en question. 211 milliards empochés chaque année au nom de la création d'emploi, alors que les entreprises ne cessent d'en supprimer : 700 licenciements chez Brandt, 2 400 suppressions d'emplois chez le géant de l'informatique Capgemini, des licenciements prévus en masse dans le secteur bancaire, pour ne parler que des annonces les plus récentes. Face à ces attaques incessantes, le monde capitaliste et les politiques à son service craignent la colère de la classe ouvrière. C'est bien pour cela qu'en ce moment même, les députés examinent une proposition de loi pour « suspendre » le droit de grève trente jours par an dans les transports, avec l'intention évidente de généraliser cette limitation de notre droit à nous défendre.

Licenciements, conditions de travail et de vie, bas salaires : nous avons toutes les raisons de rendre coup pour coup.

Une colère bien méritée

À la dernière assemblée générale, nous étions pas loin d'une centaine à exprimer notre colère face au plan GTT et à ses conséquences désastreuses sur le fonctionnement de nos services. En première ligne, l'écrêtage, devenu pour beaucoup d'entre nous, notamment celles et ceux auparavant en horaires variables. Ensuite, les six minutes qui nous sont sucrées pour beaucoup, avec des temps d'habillage qui s'appliqueront au bon vouloir de l'encadrement, parfois cul et chemise avec la direction.

Voilà sa politique, nous diviser avec des avantages pour quelques-uns, et nous faire payer à tous la casse des services publics !

Un plan bien mal ficelé

Non seulement nos RTT sont remis en cause, mais également la durée du temps de pause à midi, ainsi que la durée de transmission lors des relèves de certaines équipes de nuit. Tout ça dans un contexte où pas un seul cadre ne sait à quoi s'en tenir, alors que le passage en 7 h 30 est déjà effectif depuis presque un mois.

Non seulement la direction a fait preuve d'un grand amateurisme dans la mise en route de son plan, mais elle en profite pour s'attaquer beaucoup plus largement à nos conditions de travail.

Elle peut être certaine que nous serons bien mieux organisés lorsque nous l'enverrons valser !

Un drôle de dialogue social

La direction a demandé à nouveau aux syndicats CGT, SUD et FO de signer son plan GTT avec quelques maigres concessions. Elle espère sûrement qu'ils finiront par accepter pour nous décourager de nous mobiliser. Mais peu importe cette stratégie de division, c'est à nous, personnel soignant, ouvrier, médico-technique et administratif de nous serrer les coudes.

Nos vœux 2026 : une année de luttes !

Mercredi 28 janvier a lieu la cérémonie des vœux de la direction à 19 heures au Kursaal. Il serait de bon ton que nous y allions pour exprimer nos revendications. En attendant, les syndicats ont préféré organiser notre propre cérémonie le même jour à 14 heures dans le hall, en posant pour ceux qui le doivent une heure de grève. C'est un début, mais pour faire reculer la direction, il ne faut pas que ça reste un acte isolé.

Des cadres nostalgiques

Au PCP, l'encadrement fait du zèle. En effet, les agents se sont vu imposer un fonctionnement par quart d'heure dû, c'est-à-dire que si quelqu'un arrive avec une minute de retard, il devra rattraper tout le quart d'heure entamé. Voici qui rappelle les amendes que le patronat imposait aux retardataires... au 19^e siècle !

C'est pas grave, c'est l'État qui paye !

La maison médicale de garde permet d'accueillir, aux frais de l'hôpital, des patients relevant de la médecine générale pour des consultations privées. L'hôpital, qui dégrade toujours plus les conditions de travail des médecins, préfère faire de beaux cadeaux aux médecins privés plutôt que d'en embaucher. Une stratégie déjà bien rodée, quand on voit le nombre d'infrastructures, de scanners et d'équipes mis à disposition de consultants et chirurgiens libéraux.

ICE assassins !

Alex Petti avait 37 ans. Il était infirmier à Minneapolis et a été assassiné par des agents de l'ICE, la milice recrutée par Trump pour faire la chasse aux migrants. Les tueurs ont tiré dix coups de feu sur lui à bout portant. Après Renée Good, cette mère de famille assassinée au volant de sa voiture, et le petit Liam Ramos arrêté sur le chemin de l'école pour piéger son père, ce nouveau crime soulève la colère de la population de Minneapolis et de nombreuses autres villes. Les États-Unis ne comptent pas que des fans de Trump, de Maga et d'Elon Musk – le multimilliardaire qui fait des saluts nazis : des centaines de milliers de personnes descendant dans les rues pour crier « ICE out ». Une grève générale a déjà été organisée à Minneapolis.

Vive la lutte de Minneapolis ! Solidarité avec les migrants et les travailleurs des États-Unis !

La police tue à nouveau

El Hacen Diarra est décédé dans la nuit du 14 au 15 janvier après une violente arrestation par la police du 20e arrondissement de Paris. Tabassage, coups de taser, jusqu'à la mort au poste de l'homme de 35 ans. Une affaire qui ressemble à beaucoup trop d'autres où des jeunes hommes issus de l'immigration, de quartiers populaires, sont gravement blessés ou meurent subitement après une intervention policière...

Un nouveau crime raciste à l'actif des forces de répression.

